
La Macédoine entre blocus et renaissance

Naxo Ruzin

A l'époque de la Yougoslavie titiste, la hiérarchie sociale entre les peuples balkaniques s'exprimait de manière fort originale. Les Yougoslaves avaient l'habitude de tourner en dérision leurs voisins balkaniques, ironisant sur leur sort de frustrés de l'est: "Pour vous, nous sommes l'Amérique". Dans les mêmes conditions d'économie communiste, toutefois légèrement mieux lotis que les champions absolus de la misère est-européenne — Roumanie et Albanie —, les Hongrois et les Bulgares quand ils s'adressaient aux Roumains et aux Albanais ajoutaient un "suffixe" différent au même slogan comparatif: "Pour vous, nous sommes la Yougoslavie".

Aujourd'hui, trois ans après l'éclatement de la Yougoslavie fédérale, seuls les Slovènes, et dans une certaine mesure les Macédoniens, peuvent se référer à ce niveau de vie "à l'américaine".

Le slogan comparatif entre les frères ennemis se perpétue aujourd'hui dans la dernière blague en cours à Zagreb: "Le Croate goguenard avec son salaire moyen de 80 DM rencontre le Serbe tout penaud et recroquevillé sur ses 20 DM mensuels et lui lance avec panache: "Pour vous, nous sommes la Macédoine." Quoique encore loin de pouvoir parler de miracle économique, c'est un fait que ceux qui s'évertuaient à effrayer les 2,1 millions d'habitants de la Macédoine sur leur sort en préconisant qu'ils allaient "brouter de l'herbe" et "mâchouiller des racines" se sont avérés être de très mauvais prophètes.

La Macédoine, dont la reconnaissance internationale de fraîche date s'est faite dans des conditions sans précédent dans la pratique des Nations Unies (reconnue le 8 avril 1993 sous le nom provisoire de Fyrom¹ et sans les symboles de sa souveraineté) et pour laquelle les portes des organisations, banques et associations internationales étaient

jusqu'alors fermées, a réussi par la "logique de l'illogique" à sauvegarder la paix et un certain équilibre économique et social.

Le paradoxe est d'autant plus fort lorsqu'on connaît l'environnement défavorable économique et politique du pays. En effet, la Grèce, unique membre balkanique de la Communauté Européenne n'est pas du tout disposée à élargir les liens économiques et commerciaux avec la "République de Skopje" — telle que les voisins du sud nomment la Macédoine — à cause de problèmes triviaux liés au nom et aux symboles nationaux (l'étoile de vergina) sur le drapeau macédonien. Le problème est original et somme toute assez comique, c'est pourquoi le président de la République de Macédoine Kiro Gligorov, le situe sur le plan du "folklore, de la mythomanie et d'un populisme typiquement balkanique".

Au nord, la Macédoine a des frontières directes avec la Yougoslavie fédérale (Serbie et Monténégro) qui subit les sanctions économiques des Nations Unies du fait de sa participation indirecte à la guerre en Croatie et en Bosnie. Ces mêmes sanctions ont fait subir à la République de Macédoine, qui a exporté en 1992 plus de 60% de sa production vers la Serbie et le Monténégro, des pertes s'élevant à 1,5 milliard de dollars. Par ailleurs, 70% de l'économie macédonienne est technologiquement dépendante de la République Fédérale de Yougoslavie, ce qui explique la stagnation actuelle de l'ordre de 35 à 40% de sa production industrielle. Enfin, à cause des sanctions et de la baisse du pouvoir d'achat en Serbie, 40% des produits agricoles sont restés sur le marché national, créant une sur-offre profitable aux consommateurs macédoniens.

A l'est, la Macédoine a des frontières avec la Bulgarie post-communiste, frontières routières et ferroviaires suffisamment développées pour les échanges et la coopération économique bilatérale. Enfin, à l'ouest "l'occident macédonien" borde l'Albanie, l'Etat le plus démuné d'Europe qui, du fait de sa longue autarcie n'a pas réussi à avoir de relations économiques et commerciales avec ses voisins.

Indépendamment des handicaps cités ci-dessus, il y a tout de même eu une stabilisation provisoire de certains flux économiques, une hausse contrôlée de l'inflation, des fluctuations modérées dans le domaine des salaires et de la consommation, la mise en place de certains mécanismes d'économie de marché et la création d'un marché de devises. 36 000 entreprises privées sont déjà enregistrées et plus de 90% d'entre elles font du commerce. La dette extérieure de la Macédoine, héritée de l'ex-Yougoslavie, s'élève à 1 milliard de dollars, tandis que celle du Gouvernement atteint les 100 millions de dollars. Le système fiscal ne fonctionne quasiment pas et c'est grâce à ce vide juridique qu'on a pu voir émerger des fortunes personnelles en quelques jours.

Jusqu'à présent, aucun économiste n'a une vision à long terme de l'avenir économique du pays. Le chaos de la transition économique est

particulièrement bien illustré par le professeur Nikola Uzunov: "Chez nous, les processus de transition se déroulent dans un ordre assez curieux: d'abord l'économie de contrebande, puis l'économie grise et peut-être, dans une dizaine d'années, aurons-nous des chances d'atteindre l'économie régulière". Entre-temps le parlement macédonien a adopté la loi sur la privatisation. Mais comme c'est souvent le cas dans les Etats est-européens, des avis sceptiques concernant la privatisation se sont exprimés.

La scène politique est marquée par la personnalité du Président Kiro Gligorov, derrière lequel se regroupe une coalition des partis de gauche et les partis nationaux albanais. Ce leader expérimenté dont la popularité atteint des proportions enviables (plus de 70% de la population soutien sa politique) aura marqué la scène politique macédonienne par l'accomplissement de sa promesse: "La Macédoine deviendra l'Oasis de paix des Balkans". Néanmoins sa stratégie de compromis, de dialogue, de compréhension réciproque avec les partis albanais ainsi qu'avec la Grèce ou les ex-républiques yougoslaves a provoqué des réactions acerbes de l'opposition, en premier lieu de la part de la VMRO-DPMME². La popularité du parti nationaliste est néanmoins en baisse. Il est vrai que "L'Homo Balkanicus" chargé de mythes, symboles, légendes ainsi que d'innombrables références historiques sur la spécificité de sa nation, représente une menace sérieuse pour la paix dans ce bout de terre pacifique au milieu des Balkans.

La coalition au pouvoir constituée par le Parti social-démocrate et le Parti libéral fait la promotion de la privatisation et de l'économie de marché. La VMRO persiste à affirmer que le bloc de gauche n'a réalisé que quelques petits pas vers le centre, gardant au passage tout le bagage communiste-marxiste subsistant dans la République. Pour le moment, une seule chose est certaine: la différence entre ces deux blocs est bien réelle. En fonction de critères nationaliste et populiste, le vrai champion de la "natio-cratie" est bien la VMRO.

Le Parti social démocrate et le Parti libéral se sont coalisés avec les partis albanais, estimant que c'est uniquement à travers le dialogue et la participation au pouvoir que pourra être maintenue "l'unité émotionnelle" des Macédoniens et des Albanais dans un Etat commun. Bien qu'il ait été question, à plusieurs reprises, et de la part de différents commentateurs, de menaces géopolitiques (Serbie, Grèce), historiques et culturelles (Bulgarie) et ethniques (Albanie), le Président Gligorov n'a jamais mentionné un danger militaire direct provenant de l'un de ces quatre pays voisins. Il a seulement exprimé quelques inquiétudes concernant la dégradation éventuelle de la situation au Kosovo pouvant provoquer des implications néfastes sur la stabilité de la Macédoine.

Objectivement, les défis à la stabilité de la Macédoine peuvent être classés en deux groupes: les facteurs ethniques et les facteurs géopolitiques.

Le facteur ethnique se présente sous trois aspects: au niveau des Albanais macédoniens, les menaces de déstabilisation sont peut-être mineures, mais tout de même existantes, s'exprimant par un sécessionnisme territorial et ethnique de la part des Albanais de la Macédoine occidentale, tentés par la création d'une "République Illyrienne Autonome". Les défenseurs de ce projet se regroupent au sein de "l'aile dure" des partis politiques albanais exprimant leur mécontentement concernant la constitution actuelle et le statut social et intellectuel des Albanais de Macédoine.

La dégradation de la situation au Kosovo en Serbie, dont la population d'origine albanaise qui représente 92% de la populations totale entretient des liens traditionnels familiaux, culturels et ethniques avec les Albanais de Macédoine, constitue un danger beaucoup plus réel. En cas d'intervention militaire serbe au Kosovo, il est facile de supposer que les Albanais de Macédoine apporteraient une aide solidaire à leurs "frères de sang et de confession". Dans cette perspective, l'Albanie interviendrait probablement, puisque c'est sur son territoire qu'en décembre 1992, fut constitué le Comité de coordination de tous les Albanais des Balkans dont la fonction consiste à promouvoir les ambitions de libération et d'émancipation de tous les Albanais.

Le troisième aspect important est d'ordre ethnique: il s'agit de l'existence de petites enclaves serbes dans les régions frontalières entre la Serbie et la Macédoine. Malgré la manipulation des chiffres de la part des autorités serbes faisant état de l'existence de 300 000 Serbes et en dépit de la fameuse tirade de Vuk Draskovic³: "Là où il y a des tombes serbes, la terre est serbe", les données du dernier recensement de la population ont démontré qu'à peine 40 000 Serbes vivent actuellement en Macédoine, sans concentration régionale. Cependant, les cas de la Croatie et de la Bosnie nous rappellent que même ce pourcentage infime (2,17%) pourrait être suffisant pour justifier des revendications et constituer un danger. Le fameux slogan guerrier lancé par Dobrica Cosic: "Tous les Serbes dans un même Etat" suppose irrémédiablement des prétentions territoriales vis-à-vis de la Macédoine.

Géographiquement, la Macédoine représente un carrefour de première importance en Europe du sud-est. C'est sur ce petit territoire que se confrontent traditionnellement les intérêts de bon nombre de puissances balkaniques et européennes. "Il est extrêmement difficile de trouver en Europe un si grand nombre d'intéressés pour un si petit espace comme c'est le cas en Macédoine", constate le célèbre géopoliticien croate Radovan Pavic.

Le 10 août 1993 marque le quatre-vingtième anniversaire du partage des provinces turques de Macédoine entre les alliés des guerres balkaniques, la Bulgarie, la Grèce et Serbie. Dans cet accord colonial, la Macédoine du Pirine était octroyée à la Bulgarie, la Macédoine Egéenne à la Grèce et la Macédoine du Vardar à la Serbie. Avec ce partage, les

Macédoniens avaient disparu constitutionnellement en tant que nation, pour ne retrouver que bien plus tard, en 1944 (dans le cadre de la Yougoslavie de Tito) un statut étatique, sur le territoire de la Macédoine du Vardar, ainsi que la reconnaissance officielle de la nation macédonienne par l'Assemblée populaire de Serbie.

Dans les années quatre-vingt-dix, suite à la défaite du communisme en Yougoslavie et la disparition de la Fédération, l'idéologie nationaliste semble faire un retour de soixante-dix ans en arrière: "Tito a créé la Macédoine", les "Macédoniens sont des touristes bulgares en Serbie du sud", les "Macédoniens sont des Serbes bulgarisés" ou encore: "Pourquoi le traité de Bucarest serait-il uniquement valable pour les Bulgares et les Grecs qui ont réussi à conserver leur Macédoine respective tandis que la Serbie voit sa Macédoine du Vardar devenir un Etat indépendant...?"

Si l'expansionnisme serbe avait suivi la logique géopolitique de son "expansion naturelle", la Serbie actuelle s'étendrait jusqu'aux frontières nord de la Grèce. Mais de toute évidence, à un certain moment le sentiment nationaliste a dépassé les considérations géopolitiques, poussant Belgrade à agir en direction des terres du nord où il y a une forte concentration de population serbe, c'est-à-dire vers la Croatie et la Bosnie).

Une certaine logique de guerre prévoyait une chronologie infernale: Croatie, Bosnie puis Macédoine. Malgré la clarté de certains arguments en faveur de cette logique, le Président Gligorov n'a jamais cessé de souligner que "le danger au nord n'existe pas mais que la situation objective au Kosovo constitue une crainte effective". Le président serbe Slobodan Milosevic, assisté par ses généraux, s'efforce de persuader et de rassurer l'opinion publique macédonienne et le gouvernement de Skopje" qu'ils n'ont rien à redouter de leur part. Ces bons sentiments se sont d'ailleurs accentués suite à la décision de l'Administration Clinton d'envoyer 300 soldats américains sur la frontière Macédo-serbe. Bon gré, mal gré, les Balkans commencent à réfléchir en termes de guerre. Sur le plan théorique, deux axes militaro-politiques ont vu le jour. Le premier, majoritairement orthodoxe, allant dans le sens nord-sud, comprend la Roumanie, la Serbie, (la Macédoine?) et la Grèce. Le deuxième axe, moins compact, allant dans le sens est-ouest, regroupe — dans une alliance à prédominance musulmane — la Turquie, la Bulgarie, (la Macédoine?) et l'Albanie. Par la logique des leçons de l'histoire, il est évident qu'au travers de ces deux axes, s'ébauchent les rivalités ancestrales de la France et de l'Allemagne concernant l'espace balkanique. Qu'il s'agisse du premier axe, sous influence française ou du deuxième, sous domination germanique, la Macédoine figure toujours avec un point d'interrogation sur son appartenance à l'un ou à l'autre de ces groupements hypothétiques. En effet, la continuité et la discontinuité des deux camps théoriques se juxtaposent précisément sur

le "Iopin macédonien". Compte-tenu de la vocation orthodoxe de sa population, la logique voudrait un rattachement à l'axe nord-sud. Mais c'est parmi les membres de ce même groupement que se trouvent les plus grands adversaires de la Macédoine, la Grèce et la Serbie, ainsi que la France qui repousse toujours la reconnaissance officielle de la Macédoine. En revanche, les membres de l'axe est-ouest (Allemagne, Turquie, Bulgarie) se sont montrés plus expéditifs, reconnaissant parmi les premiers ce nouvel Etat balkanique.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine: la présence des troupes américaines brouille les cartes européennes en Macédoine. Pour le moment, les conséquences à long terme du premier "débarquement" américain sur le sol d'un pays balkanique et slave, ne sont pas encore prévisibles. L'Europe, indifférente et indécise, cède encore un corridor stratégique aux Américains. De son côté, le président Gligorov déclarait il y a peu: "La présence américaine en Macédoine constitue un facteur positif pour la stabilité et la paix dans la région..." Et les Serbes de répliquer par médias interposés: "N'oubliez pas qu'en 1950, au Vietnam, seule une trentaine d'Américains avaient débarqué en qualité de conseillers militaires..."

Entre temps, les Macédoniens, chargés d'une énorme dose d'enthousiasme, s'efforcent de maîtriser au mieux l'accent américain afin de pouvoir s'adresser à leurs voisins du nord, jaloux de leurs atouts: "We are American for you..."

Nano Ruzin est professeur agrégé de sciences politiques de l'université "Kiril i Metodij" de Skopje.

Notes:

- 1 FYROM: Former Yugoslav Republic of Macedonia
- 2 VMRO: Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne. DPMNE: Parti Démocratique pour l'Unité Nationale Macédonienne (nationaliste macédonien-slave).
- 3 Leader de "l'opposition serbe" anti-Milosevic.